

## **POURQUOI LA VILLE DE PARIS NE VEUT-ELLE PLUS DE CUISINES COLLECTIVES DANS LES FOYERS DE TRAVAILLEURS IMMIGRES TRANSFORMÉS EN RÉSIDENCES SOCIALES ?**

**Soutien aux résidents du foyer RIQUET (80 rue d'Aubervilliers, Paris 19ème) dans leur demande juste pour des cuisines collectives tous les deux étages.**

Depuis la fin janvier 2016, les 237 résidents du foyer ADOMA 80 rue d'Aubervilliers, Paris 19ème (dit « foyer Riquet ») habitent sans salles collectives, sans bureau du comité de résidents, sans le moindre espace pour accueillir leur vie solidaire et collective.

La préfecture de police et Adoma ont fermé l'ensemble du sous-sol qui contenait ses salles sous prétexte que l'une d'entre elles attirait trop de monde les vendredis au moment de la grande prière. Nous n'allons pas discuter du pourquoi de cette situation, bien connue des habitants du quartier depuis la fermeture de la mosquée de la rue de Tanger en 2006 et pour laquelle aucun remplacement n'a vu le jour. Mais ce sont les résidents du foyer qui en ont payé les conséquences en étant privés de l'ensemble de leurs espaces de réunion et de rencontre.

Depuis le mois de juillet 2017, les délégués sont régulièrement « invités » dans des réunions du comité de pilotage où on n'arrête pas de leur dire que leur demande de cuisines collectives est irrecevable. Les résidents demandent un espace de convivialité où ils peuvent préparer et partager leurs repas en groupe tous les deux étages. Actuellement, leurs cuisines du bout du couloir sont destinées à être transformées en deux logements T1' de 25m<sup>2</sup> chacune. Ils ne voient pas pourquoi un de ces logements sur quatre ne peut pas servir de cuisine.

ADOMA met en avant une décision votée par son Conseil d'Administration déclarant ne plus vouloir aménager ni restaurant social ouvert sur le quartier ni cuisine collective réservée aux seuls résidents. Nous demandons des rendez-vous pour discuter avec les membres du C.A. sur ce positionnement et sur ses conséquences sociales - que nous pouvons espérer qu'ils ignorent.

**Mais nous ne comprenons pas pourquoi la VILLE DE PARIS et la MAIRIE DU 19ème soutient ADOMA dans leur refus têtu.** Les résidents du foyer Riquet sont en majorité des travailleurs immigrés issus des pays de l'Afrique de l'ouest. Ils ont l'habitude pour des raisons économiques, pour échapper à leur condition de célibataires forcés loin de leurs femmes et enfants et pour maintenir une vie solidaire au sein de leurs communautés, de cotiser, de préparer et de manger des repas collectivement. Ceci n'est pas un crime. C'est un mode de vie légitime, et nettement plus favorable au maintien des liens

sociaux que le « chacun pour soi » qu'encouragent les plaques électriques posés sur les frigos, tels qu'Adoma et les pouvoirs publics les imposent. Or dans les réunions du comité de pilotage, les deux représentants de la Direction du Logement et de l'Habitat (responsables auprès de qui ? on ne le sait pas !) soutiennent systématiquement les refus d'Adoma. Pourtant pendant la mandature de Bertrand Delanoé, la Ville soutenait la demande des résidents pour des lieux de cuisine collective, allant jusqu'à les imposer auprès de gestionnaires qui étaient rétifs.

**On ne sait pas quelle est la politique actuelle de la Ville sur la question ;** l'assistante du maire adjoint en charge du logement dans les réunions du comité de pilotage garde le silence. Quant à la maire adjointe chargée des relations avec les immigrés hors UE, ses assistantes n'assistent même plus aux réunions. Pourtant elle avait commencé son mandat en convoquant une réunion large des délégués des foyers pour discuter l'ensemble des problèmes et pour voir comment allait s'appliquer la convention promue de la ville gouvernant les élections des comités de résidents. Cette réunion devait être suivie d'autres, mais depuis... silence radio ! Est-ce que la Ville de Paris a changé de cap et remis l'économie sociale et solidaire à la corbeille ? Est-ce que la Ville de Paris a décidé de pratiquer le « mieux vivre ensemble » en excluant le mode de vie collectif et solidaire des travailleurs immigrés des foyers ?

Nous demandons à la Ville de Paris des explications. **Nous demandons à la Ville de Paris et à la Mairie du 19ème de mettre en pratique le « mieux vivre ensemble » et de soutenir les demandes de vie collective et solidaire des résidents du foyer Riquet et les autres foyers dans d'autres arrondissements.** Faire la cuisine ensemble, pouvoir dégager une partie de son salaire pour soutenir les associations de développement, disposer de lieux corrects pour les réunions d'entraide, cela fait partie du « mieux vivre ensemble » que la Ville de Paris est censée promouvoir.

**OUI AUX CUISINES COLLECTIVES DANS LES RÉSIDENCES SOCIALES ISSUES DES FOYERS DE TRAVAILLEURS !**

**SOUTIEN AUX RÉSIDENTS DU FOYER RIQUET (et autres) QUI DEMANDENT DES ESPACES COLLECTIFS SUFFISAMMENT GRANDS ET NOMBREUX !**

Contacts : Abdoulaye BATHILY ; 06 73 49 24 22 – Baidi DIAWARA ; 06 64 28 45 40

*Soutenus par le Copaf, Droit au Logement, LDH 19-20, militants et associations du quartier...*

*copaf@copaf.ouvaton.org*